

28 RUE MOREL LADEUIL  
63000 CLERMONT FERRAND

Tel: 04 73 17 17 17  
14 MAI 02

(Quotidien)  
SR -0079427652-



## VITE DIT

### RAFFARIN DANS LE MÉTRO

■ Le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, a annoncé, hier, « la mise sous commandement unique du préfet de police de Paris », Jean-Paul Proust, des services concourant à la sécurité du « métro, du RER et des trains de banlieue ». Il a annoncé aussi le déploiement « dès cette semaine » de trois unités mobiles (200 fonctionnaire de police) affectées à la sécurité sur les lignes. Le Premier ministre a fait ces annonces lors d'une visite inopinée dans le métro et le RER à la station Châtelet-Les Halles, en compagnie du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité intérieure, Nicolas Sarkozy, et du préfet Proust.

### « COMPTES SUISSES » DE MICHEL NOIR : INSTRUCTION TERMINÉE

■ La juge d'instruction Noëlle Cousinier vient d'ordonner le renvoi devant le tribunal correctionnel de l'ancien député-maire de Lyon Michel Noir, de son ex-gendre Pierre Botton et de trois dirigeants d'entreprises du BTP, dont Martin Bouygues, mis en examen dans l'affaire des « comptes suisses ».

L'ancien ministre du Commerce extérieur (1986-1988) se voit reprocher d'avoir bénéficié de virements occultes effectués sur des comptes suisses par Martin Bouygues, PDG du groupe Bouygues, André Kamel, PDG de Dumez International, et Bertrand Martin, PDG de CCM-Sulzer. Près de 11 millions de francs soit quelque 1,67 million d'euros, auraient été déposés entre 1986 et 1992 sur ces comptes par les trois entreprises de BTP.

Cette affaire devrait être jugée au début de 2003.

### JULIEN DRAY « PERSONA NON GRATA » DANS LE GROUPE TF1

■ Julien Dray, l'un des animateurs de la Gauche socialiste, qui avait estimé que TF1 « pourrait s'appeler TFN » (Télévision Front national), a été déclaré « persona non grata » au sein du groupe TF1. Son intervention, prévue aujourd'hui dans l'émission de Pierre-Luc Séguillon, sur la chaîne d'information continue LCI, filiale de TF1, a ainsi été annulée. « Je confirme tout à fait », a déclaré, hier, le directeur général de LCI, Jean-Claude Dassier, qui « assume » cette décision et n'a « aucune envie d'inviter quelqu'un qui nous a insultés ».

Julien Dray aura « sans doute à répondre de ces insultes graves et inacceptables dans les enceintes appropriées », a-t-il poursuivi, précisant cependant que la décision appartenait à Patrick Le Lay, président du groupe, ou Etienne Mougeotte, vice-président.

### BERNARD-HENRI LÉVY PRIX AUJOURD'HUI

■ Le prix Aujourd'hui, créé il y a 40 ans par des journalistes et décerné chaque année à un ouvrage politique ou historique portant sur la période contemporaine, a été attribué, hier, à Bernard-Henri Lévy pour son ouvrage intitulé « Réflexions sur la guerre, le mal et la fin de l'histoire » (Grasset).

### MCDONALD'S : ACCORD SUR LES SALAIRES

■ Les salaires réels des employés des restaurants McDonald's sont revalorisés « de 1,5 % à compter du 1<sup>er</sup> avril 2002 », conformément à l'accord d'entreprise signé entre la direction de McDonald's France Restaurants (MFR) et trois organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC et FGTA-FO), a annoncé, hier, la direction dans un communiqué.

En vertu de cet accord, le « salaire de base horaire pour les équipiers à l'embauche passe ainsi à 6,94 euros » (le Smic horaire est de 6,67 euros).

L'accord prévoit également « le doublement des primes de résultats » qui seront versées « tous les deux mois à compter du 1<sup>er</sup> mai 2002 » (au lieu de tous les quatre mois) aux employés ayant « un minimum de trois mois d'ancienneté » et il institue « une prime de fin d'année de 150 euros aux employés ayant au minimum 12 mois d'ancienneté ».

### LE RPF PRÉSENTERA UNE CENTAINE DE CANDIDATS SOUS SES PROPRES COULEURS

■ Le secrétaire général du Rassemblement pour la France (RPF), Eric Cesari, a déclaré, hier, que le mouvement de Charles Pasqua présenterait « entre 100 et 115 candidats » aux législatives, les trois députés RPF sortants se présentant, eux, sous l'étiquette Union pour la majorité présidentielle (UMP).

### LES INQUIÉTUDES DE BERNARD THIBAUT

■ Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, qui doit rencontrer le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, vendredi matin, et se défendant de tout « procès d'intention avant l'heure », juge qu'une baisse de l'impôt sur le revenu, alors « qu'un foyer sur deux ne le paye pas, c'est par définition une solution qui n'est pas socialement très équitable ».

« Nous allons bien évidemment aborder la question de l'assouplissement des 35 heures pour essayer de savoir ce que le gouvernement entend par là », a-t-il poursuivi. « Si d'aventure on renonce à la mise en œuvre effective des 35 heures pour les salariés des petites entreprises, cela ne fera qu'accroître le différentiel social » avec ceux des grandes entreprises, selon Bernard Thibault.

« Il est évident que si l'on perçoit dans ce qui nous sera dit non pas des raisons d'espérer pour les salariés, mais au contraire des éléments qui risquent d'aggraver la situation, nous assumerons nos responsabilités et nous verrons bien quel type d'attitudes ou d'initiatives nous pourrions envisager », a-t-il prévenu.